

Lettre économique « Objectif Oman » Mai – Juin 2024

Une publication du SE de Mascate

FAITS SAILLANTS

- *Décentralisation économique : renforcement du rôle des Gouvernorats*
- *Le FMI et la Banque mondiale prévoient des perspectives de croissance favorables en 2024*
- *Le marché boursier omanais en berne en 2023 malgré deux introductions majeures*
- *Production de pétrole en baisse, le secteur gazier reste le plus dynamique en 2023*
- *Le secteur du blé remplit un double objectif d'autosuffisance et d'industrialisation*

ACTUALITE DE NOS ENTREPRISES

Au programme dans les prochains mois :

- Mission MEDEF International, du 7 au 9 octobre 2024
- Mission Energy Days de Business France le 8 octobre

Le groupe Club Med annonce le développement d'un complexe hôtelier dans la région du Musandam

Le Club Med a signé le 2 mai 2024 un contrat de gestion et commercialisation avec Omran, filiale du fonds souverain omanais pour les projets touristiques, afin de développer un complexe hôtelier « Exclusive Collection » dans la région du Musandam. Ouverture prévue en 2028, le complexe sera composé de 300 chambres haut de gamme (5 étoiles). Il devrait créer 400 emplois directs et 800 indirects.

Air liquide prolonge son partenariat avec le groupe omanais OQ

Air Liquide Sohar industrial gases, filiale du groupe français Air Liquide en Oman, a prolongé son contrat long terme pour la fourniture d'azote au groupe énergétique omanais OQ.

Schneider Electric a présenté ses solutions pour l'efficacité énergétique lors de son « Innovation Day Oman 2024 »

En présence de l'Ambassade de France au Sultanat d'Oman, Schneider Electric a organisé, le 28 mai 2024, son « Innovation Day Oman 2024 ». Réunissant plus de 300 professionnels de l'industrie, des partenaires et des responsables gouvernementaux clés d'Oman, le groupe français a pu présenter ses dernières technologies notamment en matière d'automatisation (bâtiments, énergie, centres de données, logement et industrie) et de gestion intelligente de l'énergie. Un événement qui s'inscrit pleinement dans l'engagement du groupe au Sultanat pour soutenir les efforts de transition énergétique du pays.

CLIMAT DES AFFAIRES

Décentralisation économique : renforcement du rôle des Gouvernorats

A l'occasion du forum économique des Gouvernorats le 22 mai, les autorités omanaises ont annoncé la mise en place d'un indice de compétitivité pour les Gouvernorats. L'indice de compétitivité permettra une meilleure évaluation des performances de chaque Gouvernorat afin i) d'identifier les besoins en financement, ou en développement, et ii) déterminer les avantages comparatifs de chaque localité. Les éléments de mesure composant l'indice ne sont pour l'instant pas connus. En renforçant la décentralisation économique du pays, cet indice, s'il est bien utilisé, pourra également améliorer la gouvernance économique, et politique, des localités en permettant de réaliser des synergies à l'intérieur de et entre Gouvernorats. Chaque Gouvernorat devrait être amené à se spécialiser selon ses dotations (forces/faiblesses) tout en créant des foyers d'emplois en dehors ou en marge des hubs économiques historiques (Mascate, Sohar, Salalah, Nizwa et Duqm). De manière plus globale, la formation de hubs spécialisés dans plusieurs Gouvernorats servira la diversification économique, la création d'emploi et le niveau de compétitivité du pays, propices à remplir les objectifs de la feuille de route Oman Vision 2040. Pour rappel, les autorités omanaises ont accéléré les mesures visant à décentraliser les centres de pouvoirs économiques. Pour le budget 2024, le ministère des finances a décidé de mettre le soutien au développement des Gouvernorats et à la compétitivité régionale au cœur de ses priorités. Le ministère a d'ailleurs alloué 83,7 M OMR (217 M USD) pour les Gouvernorats – dont plus de la moitié (114 M USD) pour le développement de projets. En 2022, une directive du Sultanat avait déjà doublé les fonds alloués aux Gouvernorats pour leur développement qui sont passés de 10 à 20 M OMR par an de 2021 à 2025. A noter qu'une enveloppe de 15 M OMR visant à financer des projets touristiques, décidés directement par les Gouvernorats, a été annoncée.

INFORMATIONS MACROECONOMIQUES ET FINANCIERES

Le FMI et la Banque mondiale prévoient des perspectives de croissance favorables en 2024

Selon les nouvelles prévisions macroéconomiques du FMI pour le Sultanat d'Oman, la croissance du PIB pourrait ralentir à +0,9% en 2024 du fait des engagements pris dans le cadre des accords OPEP+, avant d'accélérer à nouveau à +4,1% en 2025, sous l'effet de l'assouplissement des quotas OPEP+, et de la poursuite des réformes et des projets d'investissements en cours. De son côté, la *Banque mondiale*, qui a également publié ses prévisions macroéconomiques, prévoit une croissance de +1,5% en 2024, notamment portée par l'augmentation de la production de gaz et les efforts de diversification. La Banque a d'ailleurs souligné le rôle accélérateur des réformes (loi travail et régime de protection sociale) sur l'environnement des affaires, le soutien aux PME et la transition énergétique (ENR et hydrogène vert). Les deux institutions anticipent par ailleurs des prévisions relativement similaires en 2024: i) maintien des excédents courant et budgétaire ; ii) taux d'endettement public ramené à 35% du PIB et iii) inflation qui décélère en 2024 (+1,3% pour le FMI et 1,6% pour la *Banque mondiale*). A noter que le FMI a revu à la hausse le prix du baril nécessaire pour équilibrer le budget : 58,1 USD en 2024.

Prévisions macroéconomiques du FMI et de la Banque mondiale pour le Sultanat d'Oman

	FMI			Banque Mondiale		
	2023	2024	2025	2023	2024	2025
Croissance du PIB réel	1,3%	0,9%	4,1%	1,4%	1,5%	2,8%
Balance courante (% du PIB)	1,8%	2,7%	2,1%	2,8%	2,9%	2,6%
Solde Budgétaire (% du PIB)	6,5%	4,3%	4,3%	5,6%	3,8%	4,3%
Dette publique brute (% du PIB)	36,4%	35,4%	33,5%	37,6%	35,4%	33,1%
Inflation	0,9%	1,3%	1,5%	0,9%	1,6%	2,0%

Source : IMF World Economic Outlook (avril 2024) et World Bank Gulf Economic Update (mai 2024)

En mai 2024, l'agence de notation *Fitch* a confirmé la note souveraine « BB+ » du Sultanat d'Oman, associée à une perspective « stable » du fait de la poursuite de l'assainissement des finances publiques. L'agence est plus optimiste que les deux institutions internationales: i) croissance du PIB de +1,8% en 2024, principalement portée par la consommation domestique, les IDE et le dynamisme de l'aval pétrolier, ii) dette atteignant 32,4% du PIB en 2024 – *Fitch* prévoit que le pays rembourse 2,9 Md USD à la fin du premier semestre 2024. Dans les faits, les autorités omanaises ont annoncé avoir remboursé au S1 2024, seulement, 2,1 Md USD, via notamment le remboursement d'obligations Sukuk. Pour

rappel, le ministre des Finances avait estimé qu'en 2024 le Sultanat rembourserait environ 4,2 Md USD de dette.

Deux introductions en Bourse majeures, mais sans effet d'entraînement sur le marché boursier en 2023

Composé des trente principales entreprises cotées sur la plateforme boursière omanaise du *Muscat Stock Exchange (MSE)*, l'indice boursier MSX 30, a chuté en 2023, après deux années consécutives de croissance. L'indice a ainsi clôturé l'année en baisse de -7,1% en g.a., à près de 4 514 points. Dans le détail, l'indice dédié au secteur industriel a enregistré la plus forte baisse (-14,8%) tandis que l'indice boursier dédié au secteur financier a connu une contraction de -6,5% et celui dédié aux services a terminé l'année en baisse de -3,2%. Pour sa part, et fait étonnant suite à l'introduction de *OQ Gas Network* et *Abraj Energy*, la capitalisation boursière totale du *MSE* a enregistré une hausse anodine de +0,3%, pour atteindre 23,8 Md OMR fin 2023 (soit environ 62,3% du PIB). Le nombre d'actions échangées et le montant des transactions ont respectivement progressé de +3,5% et +14%.

La Bourse de Mascate se caractérise traditionnellement par sa faible liquidité, avec une part des actions flottantes limitée et un nombre de transactions réduit. De fait, le capital des sociétés cotées est en grande partie détenu par le fonds souverain *OIA* et des fonds de pension omanais « dormants ». L'activité sur le *MSE* est donc dépendante des activités du fonds souverain. Si l'*OIA* avait annoncé, en 2023, vouloir céder des participations dans plusieurs entreprises publiques, l'impact de ces cessions n'a pas stimulé la Bourse de Mascate au niveau attendu par le marché. En effet, outre les sept opérations de cessation (*Oman Cement*, *Vale Oman*, *Oman Broadband Company*, etc.) qui peuvent avoir de faibles répercussions sur l'activité du *MSE*, le fonds souverain a introduit en bourse 49% de ses parts dans *Abraj Energy* et *OQ Gas Network*, respectivement en mars 2023 et octobre/novembre 2023. Les deux introductions ont permis de lever 244 M USD et 749 M USD (*IPO* la plus importante du pays). Le volume de l'introduction représentait 20% du volume total échangé en Bourse, tandis que la valeur de cession des deux sociétés représentait 16% de la valeur totale des transactions en Bourse. D'après Bloomberg, le fonds envisage de se séparer de ses parts dans quatre autres filiales en 2024 : *OQ Methanol LPG*, *Oman Electricity Transmission Company (OETC)*, *Asyad*, et *OQ Exploration and Production*. Des annonces qui pourront avoir un impact positif sur l'activité du *MSE* en 2024.

Le marché obligataire local – y compris les *sukuks* –, qui avait fortement ralenti en 2022, a enregistré une hausse spectaculaire, en plus que doublant le volume et la valeur d'obligations échangées. Couplée à la réduction du *spread* sur les bons du Trésor omanais du fait de la poursuite de l'assainissement des finances publiques omanaises, l'activité sur le marché obligataire a été portée par la croissance du secteur privé initiateur de nombreux projets en substitution de la commande publique toujours en panne. La poursuite de la réduction du *spread* aura un effet positif sur les émissions d'obligations de l'Etat et des entreprises publiques qui ont poursuivi leur orthodoxie financière. La nouvelle législation de l'Autorité des Services Financiers (*FSA*) sur les émissions d'obligations (et de *Sukuk*) va également stimuler l'émission d'obligations. Plus flexible, la nouvelle législation, adoptée en avril 2024, va soutenir les différents projets et initiatives du secteur privé, tout en ouvrant la porte à des produits financiers verts.

INFORMATIONS SECTORIELLES

Hydrocarbures : production de pétrole en baisse, le secteur gazier reste le plus dynamique en 2023

- **Production pétrolière en diminution du fait des engagements OPEP+, mais l'aval continue d'offrir de belles perspectives**

Les réserves prouvées de pétrole du pays s'élevaient à environ 5 Md de barils fin 2023, soit à peu près 13 années d'exploitation¹. La production de pétrole du Sultanat s'est élevée à 382,7 millions de barils en 2023, soit près d'1 M de barils par jour en moyenne, en baisse de -1,5% en g.a. selon les données du *Centre national pour les statistiques et l'information (NCSI)*. Dans le détail, la production d'hydrocarbures a souffert de la diminution volontaire de la production de pétrole brut (-4% en 2023, 297,3 M de barils) liée aux engagements pris par Oman dans le cadre des accords OPEP+. Le Sultanat s'était ainsi engagé à réduire sa production de pétrole brut de 40 000 barils par jour (prolongation en juin 2023 jusqu'à décembre 2024) puis de 42 000 b/j (en novembre 2023 jusqu'au premier semestre 2024)². Pour sa part, la production de condensat, qui représente plus de 20% de la production

¹ Réserves estimées à 4,971 Md de barils et une production à 382,7 millions de barils fin 2023.

² Objectif de 759 000 b/j prévu dans les accords au 1er T 2024 puis jusqu'en septembre 2024 (37e réunion ministérielle OPEP et non-OPEP) et 801 000 b/j en septembre 2025 – montée crescendo à partir du T3 2024.

omanaise suite à la montée en puissance depuis 2017 des champs gaziers de Khazzan et Ghazeer, a enregistré une hausse en 2023 de +8,2%, à 85,5 M de barils.

La part exportée du pétrole produit au Sultanat est de 81%, soit 310 millions de barils en 2023 (-2,5% en g.a.) pour un prix de vente moyen du baril omanais, côté sur le *Dubai Mercantile Exchange*, qui s'est élevé à 82,3 USD en 2023 selon *NCSI* (soit 13,1 USD de moins qu'en 2022). L'Asie demeure, de loin, le principal débouché du pétrole omanais. La Chine a ainsi accaparé à peu près les trois-quarts de la production totale du pays et la quasi-totalité des exportations du Sultanat (92%, 285,6 M de barils), devant le Japon (9,4 M), la Corée du Sud (5,2 M) et l'Inde (2,7 M). Dans l'aval pétrolier, dominé par le groupe public OQ, Oman compte actuellement trois raffineries, à Sohar (198 000 b/j), Mascate (106 000 b/j) et récemment Duqm (230 000 b/j). Cette dernière raffinerie « OQ8 », qui a été inaugurée à l'occasion de la visite au Sultanat d'Oman de l'Emir du Koweït en janvier 2024, a été le fruit d'un investissement de 8 Md USD en partenariat avec *Kuwait Petroleum International (KPI)*. Les entreprises omanaise OQ, saoudienne *SAABIC* et koweïtienne *KPI* ont signé, fin décembre 2022, un accord afin de développer un complexe pétrochimique à proximité de « OQ8 » (voir *Objectif Oman de décembre 2022 à janvier 2023*). Si la décision reste encore en suspens, ce projet de deuxième complexe pétrochimique, après *Liwa Plastics*³, s'inscrit dans la stratégie de développement de l'aval pétrolier au Sultanat pour une plus forte valeur ajoutée locale.

- **Le secteur gazier est plus dynamique et mise sur le GNL**

Les réserves prouvées de gaz naturel du Sultanat s'élevaient à 654 milliards de mètres cubes fin 2023, soit environ 12 années de production (base 2023). La production de gaz en Oman a pour sa part atteint 53,9 milliards de m³ en 2023, en hausse de +3,6% en g.a. – à noter que les données officielles fournies intègrent également une part très minoritaire de gaz importé du Qatar via le gazoduc *Dolphin* (3,7%). La production de gaz associé a notamment progressé de +9,1% en 2023 et représente désormais près d'un cinquième de la production gazière totale (soit 11 Md de m³). Outre l'augmentation de la consommation domestique de gaz (injection de gaz pour la récupération assistée du pétrole, alimentation des besoins industriels, production d'électricité et d'eau), près d'un tiers des ressources est transformé en gaz liquéfié (GNL). A noter que la consommation domestique de gaz sera amenée à se réduire avec l'entrée en production des projets d'électricité verte (e.g. Manah 1 et 2) et son utilisation industrielle (e.g. usine de dessalement de Veolia à Sur), ce qui permettra d'utiliser ce gaz pour produire du GNL et, ainsi, mieux le valoriser. Le Sultanat d'Oman a d'ailleurs accéléré sa stratégie pour produire du GNL. *Oman LNG*, entreprise publique⁴ en charge de la production et de l'exportation du GNL omanais, compte trois « *LNG trains* », correspondant chacun à une unité indépendante de liquéfaction et de purification du gaz, en plus des installations complémentaires de *Qalhat LNG*, dont elle contrôle 36,8%. L'entreprise envisage par ailleurs de créer un quatrième « *LNG trains* ».

La production totale d'*Oman LNG* s'élève à 11,4 millions de tonnes par an (Mtpa) en 2023. Ces volumes permettent de positionner le Sultanat autour du 10^{ème} rang mondial en matière d'exportation de GNL, loin derrière le Qatar (81 Mtpa), mais devant son voisin émirien (6 Mtpa). Le gaz liquéfié omanais est principalement exporté vers l'Asie sur la base de contrats à long terme. Alors que les contrats actuels arriveront à échéance fin 2024 (5,85 Mtpa) et fin 2025 (3,15 Mtpa) selon la revue spécialisée *Mees*, le ministère omanais de l'*Energie et des minéraux* a annoncé depuis le premier trimestre 2023 la signature par *Oman LNG* de douze nouveaux contrats de vente. Au total, ce sont 9,7 Mtpa de GNL, soit 85 % de la capacité omanaise, qui ont déjà trouvé acheteurs. Pour rappel, *Oman LNG* a également signé une série d'accords (d'actionnariat, d'approvisionnement et de coopération dans les solutions de décarbonation⁵) depuis fin 2023 afin de sécuriser ses approvisionnements, ses débouchés et ses partenariats sur dix ans, ainsi que poursuivre ses objectifs de neutralité carbone, tout en renforçant sa position sur le marché GNL mondial. A noter que *TotalEnergies* va développer un projet de construction et d'exploitation, en association avec OQ (20 % de la co-entreprise *Marsa LNG*), d'une unité de liquéfaction (1 M t/an), estimé à 1,6 Md USD (voir *Objectif Oman de Février-Avril 2024*).

³ Complexe pétrochimique développé par OQ à Sohar pour un coût de 7 Md USD. Ce dernier a démarré ses activités en 2021. A pleine capacité, LPIC devrait produire jusqu'à 880 000 tonnes de polyéthylène et 300 000 tonnes de polypropylène par an.

⁴ Le capital d'*Oman LNG* est contrôlé par l'Etat omanais (51%), Shell (30%), TotalEnergies (5,5%), Korea LNG (5%), Mitsubishi Corporation (2,8%), Mitsui (2,8%), PTTEP (2%) et Itochu (0,9%).

⁵ Avec le japonais Hitachi Zosen pour explorer la faisabilité de produire de l'e-méthane à partir des émissions de dioxyde de carbone et d'hydrogène. L'étude est subventionnée par le gouvernement japonais, l'usine d'e-méthane viserait une capacité de production de 1 200 Nm³/heure.

Agriculture : le secteur du blé remplit un double objectif d'autosuffisance et d'industrialisation

Le Sultanat accélère le développement de la culture du blé, notamment dans le Dhofar pour renforcer son autosuffisance alimentaire. En février 2023, le ministère de l'Agriculture, des pêches et des ressources halieutiques (MAPRH) omanais s'est accordé avec le meunier national *Oman Flour Mills* pour l'achat des récoltes locales au prix fixe de 500 OMR la tonne. Cet accord permet de i) protéger une industrie naissante (achats garantis) ; ii) renforcer la filière du blé de manière durable (prix fixes) ; et iii) assurer la sécurisation des besoins alimentaires avec une industrie locale performante. Dans le sillage de cette annonce, le ministère du logement et de la planification urbaine a signé, en septembre 2023, 40 contrats d'usufruits visant à renforcer la sécurité alimentaire du pays, dont 37 pour la culture du blé dans la zone agricole de Al Najd (Dhofar, sud du pays) sur une surface de 28 M de m². Les contrats représenteraient des investissements de 9 M OMR (23,4 M USD).

Le MAPRH s'est donné pour objectif de tripler la production de blé du Sultanat pour atteindre 7.000 tonnes en 2023 (contre 2.167 tonnes en 2022) et s'est vu allouer 5 M OMR (13 M USD) pour revitaliser le secteur sur la période 2023-2027. D'après les données du ministère, cet objectif semble atteint puisque le pays aurait déjà récolté 7.119 tonnes en 2023, dont 83 % en provenance du Dhofar. La superficie totale cultivée en blé a atteint 2575 hectares et a quasiment triplé (+160%). Expliquant cet accroissement de la production en 2023 par le déploiement de six moissonneuses dernier cri, le MAPRH compte profiter de ce dynamisme pour augmentant la quantité et la qualité du blé omanais à travers i) la modernisation des équipements pour la plantation et la récolte ; ii) la formation sur ces équipements et iii) la garantie d'approvisionnement en intrants (54 tpa de graines de blés).

Champion national de la meunerie, *Oman Flour Mills (OFM)* est particulièrement actif pour développer l'aval du secteur. L'entreprise produirait 800 tonnes de farine et 1.500 tonnes d'aliments pour animaux par jour. En 2022, *OFM* a construit un silo de stockage de céréales d'une capacité allant jusqu'à 160.000 tonnes dans le port de Sohar, en partenariat avec Nitaj, pour un investissement estimé à 21 M OMR (54,6 M USD). *OFM* développe également des partenariats internationaux, avec un centre technologique agro-alimentaire en Ouzbékistan, pour améliorer les normes sanitaires des aliments, et une entreprise en Australie, pour assurer ses approvisionnements en blé. Le meunier national a annoncé fin mai 2024 qu'il achètera 10 000 tonnes de blés aux fermiers omanais en 2024 afin d'encourager la production locale et le niveau de sécurité alimentaire du pays.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique de Mascate.

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les possibles erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Responsable et rédacteur de la publication : Service économique de Mascate pierre.lignot@dgtrésor.gov.fr, adrien.rebet@dgtrésor.gov.fr

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : <http://www.tresor.economie.gov.fr/tresor-international>